

« M^{me} Dupuis coupe les vivres sans raison »

VINCENT De Wolf dénonce l'arrêt de subsides de cohésion sociale. La ministre parle de manque d'indépendance.

LE SOIR - 29/06/2006

Françoise Dupuis anéantit six années de travail social à Bonnelles et Rolin. »

Plutôt furieux le bourgmestre d'Etterbeek Vincent De Wolf (MR) après avoir appris, le 15 juin dernier, la non-reconduction des subsides liés au projet de cohésion sociale (PCS) des quartiers Rolin et Bonnelles. « Une décision injuste. Et injustifiée. »

Né en 1999 à la suite d'incidents ayant éclaté dans des logements sociaux anderlechtois, les PCS visent à promouvoir convivialité et cohabitation harmonieuse entre les habitants. Les projets retenus se voient attribuer des fonds, sur décision du gouvernement bruxellois, via la Société du logement de la Région bruxelloise (SLRB).

« A l'origine, comme nous n'avions pas d'ASBL spécifique, il a été décidé, en accord avec les deux sociétés de logements (NDLR : la Sorelo et le Foyer etterbeekois) de faire transiter l'argent via la Mission locale pour l'emploi, la commune ne pouvant jouer ce rôle. » Fin 2005, Etterbeek décide de créer une nou-

velle ASBL, baptisée « Harmonie sociale », pour reprendre l'encadrement des PCS, « les objectifs et les missions ayant évolué et s'écartant de plus en plus du champ d'intervention de la Mission locale, souligne Vincent De Wolf. Il fallait donc une ASBL traitant de la cohésion sociale en tant que telle. »

« Il a politisé le système »

Le hic c'est que le dossier introduit par la nouvelle entité pour la reconduction de subsides est resté lettre morte. Les 80.000 euros de subsides espérés sont aujourd'hui gelés. Explication de la secrétaire d'Etat au logement : « Nous avons une convention avec la Mission locale pour l'emploi et leur projet était effectivement excellent, entame Françoise Dupuis (PS). Mais le bourgmestre a décidé de changer la donne. Il déboule avec sa nouvelle ASBL et ses 36.000 acteurs, ce qui ne correspond en rien à la philosophie du projet. Alors que les PCS doivent intervenir de manière indépendante du pouvoir et des patrons, M. De Wolf politi-

se le système en créant une structure sous sa direction. Cela ressemble à quelque chose dont on parle beaucoup dans les journaux en ce moment... »

Politisation ? Vincent De Wolf renvoie la balle dans l'autre camp. « C'est gonflé, ce n'est certainement pas le vilain De Wolf qui politise ce dossier ! La décision de créer "Harmonie locale" a été prise à l'unanimité par le conseil communal, tous partis confondus. D'ailleurs, la SLRB n'y a pas vu malice. Moi, je ne me soucie que de ce qui se passe sur le terrain. Aujourd'hui, je constate que les bons élèves sont sanctionnés. »

Sous tutelle financière, la commune a décidé de demander à la Région la permission de dépasser le déficit autorisé (5 millions d'euros) afin de prendre en charge le budget du PCS. « On ne peut tout de même pas dire aux gens qu'on ne s'occupe plus d'eux ! La Région nous coupe les subsides sans motivation et nous voilà obligés de demander à la même Région... un budget non autorisé. » ■

PATRICE LEPRINCE